

Les trois défis incontournables pour la relance

Carlo Thelen, Chef économiste de la Chambre de commerce

Les récents chiffres en matière de chômage et plusieurs plans sociaux soulignent que la situation économique au Grand-Duché reste difficile. Logique, puisque le destin du Luxembourg est surtout lié à celui de l'Europe, et le vieux continent peine à retrouver le chemin de la croissance.

Une Europe qui fait face, avec les Etats-Unis et le Japon, à un changement de paradigme important: si en 1995, ces trois blocs économiques représentaient ensemble encore 75% du PIB mondial (avec l'Union européenne en position de leader parmi les trois), en 2013, cette part n'atteint plus que 50% (avec l'Union européenne ayant été rattrapée par les Etats-Unis et les pays BRICS). Cette évolution – et notamment la perte du poids relatif de l'UE dans le PIB mondial – impacte également l'économie luxembourgeoise, dont 80% des exportations sont destinées aux Etats membres de l'UE. Comment rester compétitif dans un monde globalisé? Comment maintenir en termes relatifs les parts de marchés de nos entreprises exportatrices en Europe, comment les augmenter sur les marchés émergents? Comment rester attractif pour les investisseurs étrangers, pour la main-d'œuvre hautement qualifiée et pour les capitaux étrangers?

Si le Luxembourg est fortement dépendant de la demande extérieure et de décisions prises à l'étranger et logiquement impacté par toute crise d'envergure globale, il nous reste néanmoins une latitude certaine pour trouver une réponse luxembourgeoise à ces questions. Les solutions afférentes sont en même temps des défis importants que je

résumerai par les trois concepts suivants: la productivité, la gouvernance et l'indépendance financière.

Concernant la productivité, le Stateg a récemment montré que le Luxembourg a perdu énormément de terrain comparé à ses pairs européens depuis la crise. C'est notamment dû au phénomène de «labour hoarding» bien connu du Grand-Duché et voulant que, malgré une diminution de la production en temps de crise, les sociétés luxembourgeoises maintiennent leurs niveaux de main d'œuvre pour diverses raisons. Mathématiquement donc, la productivité par tête employée décline et avec elle la compétitivité des facteurs de production afférents.

Par ailleurs, le Luxembourg doit mieux faire afin d'optimiser l'efficacité des moyens investis dans les dimensions intangibles de la productivité telles que l'éducation, la formation, l'innovation, la valorisation de la recherche et le fonctionnement du marché de l'emploi. Il est à espérer que le débat imminent sur la compétitivité à la Chambre des Députés débouchera rapidement sur des actions concrètes d'amélioration.

Agenda

En matière de gouvernance, plusieurs domaines se doivent d'être impérativement améliorés à l'avenir, dont la simplification administrative, la promotion de la marque Luxembourg Inc, la gouvernance budgétaire. Malgré les efforts entrepris pour simplifier les procédures administratives au Luxembourg, la Banque mondiale classe notre pays en queue de peloton des économies

avancées en matière de «Ease of doing business», soit au 56^e rang sur un total de 185 économies. Il est à espérer que le «Forum Investissements» proposé par le Premier ministre apporte bientôt des solutions aux lourdeurs administratives.

Dans un autre registre, optimisons-nous l'effort de promotion de notre pays à l'étranger? Parvenons-nous à présenter les forces de notre pays d'une façon homogène aux investisseurs étrangers? Il faut constater que les moyens budgétaires affectés à la promotion des différents secteurs de l'économie sont relativement éparpillés, alors qu'il faudrait non seulement plus de moyens, mais une utilisation plus coordonnée, visant des synergies et des économies d'échelle.

En outre, notre gestion budgétaire lacunaire est reflétée par le document volumineux que constitue le budget de l'Etat. Ce document reprend, sur 800 pages, les entrées et les sorties d'argent, sans explications, ni justifications détaillées. Il est temps de «dépoussiérer» notre façon de gérer nos moyens financiers, c'est-à-dire moderniser l'architecture budgétaire. Il en est de même de la gestion des participations de l'Etat, où il y a absence de véritable stratégie et de transparence. L'exemple norvégien pourrait certainement nous inspirer.

Ce qui nous amène au troisième défi, c'est-à-dire assurer l'indépendance financière de notre pays. Le pilotage à vue des finances nationales a contribué à la dégradation rapide et significative de la situation financière de notre pays qui, en l'espace de moins d'une décennie, est passé du statut de premier de classe à celui dont les engage-



Carlo Thelen

ments à long terme pèsent le plus lourdement. Notre dette publique a quadruplé entre 2005 et 2011. Les mesures d'urgence prises pour stabiliser le secteur financier en 2008 n'expliquent qu'une petite partie de cette progression fulgurante.

La résorption du déficit budgétaire ne peut être repoussée, pacte fiscal européen oblige. Des dépenses augmentant plus vite que les recettes, la «rigidité budgétaire» tant invoquée par les auteurs des projets budgétaires, les risques à moyen terme de l'assèchement de certaines sources de financement de l'Etat, l'articulation entre les mesures isolées et un possible «haircut» dans les grands blocs de dépenses – sociales, salariales, de fonctionnement et d'investissement – tel est l'agenda ambitieux, mais incontournable des prochains mois.